



SEANCE DU 02 février 2016.

Restitution de l'intervention de :
Jean-Robert ALCARAS

Par l'équipe d'auditeurs : Barbara, Camille, Joëlle, Michèle, André, Gilles et Roland

TITRE : Les crises et les comportements
économiques, entre mémoire et oubli

A partir d'un article de Robert Boyer, l'idée m'est venue, en essayant de réfléchir à partir du moment où j'ai su comme vous quelle serait la thématique de cette année et finalement quand j'ai commencé à réfléchir à tout ça, il m'est revenu un souvenir, justement la mémoire a joué son rôle et un souvenir relativement récent. J'avais fait travailler quelques mois auparavant à des étudiants de master, un très bel article que je vais d'ailleurs pour l'essentiel commenter ce soir, vous présenter et ensuite vous proposer quelques modestes réflexions complémentaires, en toute humilité puisque je ne suis pas Robert Boyer et je n'ai pas la prétention d'avoir les mêmes qualités et compétences que lui ; Mais je vous proposerai quand même quelques prolongements à partir de cet article, que vous aurez sur le site internet ainsi que d'autres textes.

En gros cet article, dont le titre exact est *Les crises financières comme conflit de temporalité* et à l'intérieur de cet article il y avait un passage qui m'avait assez frappé parce que c'est assez rare de faire référence, finalement, à la notion de mémoire comme facteur explicatif dans les théories économiques. Il y avait un passage qui s'intitulait *Mémoire, apprentissage et oubli des crises* et Robert Boyer, vous allez le voir, fait de la question de la mémoire et de l'oubli un facteur permettant d'expliquer un certain nombre de crises économiques. Voilà, pour une fois, ce n'est pas coutume, je vais vraiment jouer mon rôle d'économiste, là je suis vraiment sur des questions de théories économiques.

Un plan relativement simple, même très simple :

- Dans un premier temps je vous propose de revenir sur les principaux arguments exposés par Robert Boyer dans cet article, quitte à d'ailleurs en lire quelques passages,
- Dans un second temps je vous proposerai quelques réflexions complémentaires.

Donc je commence par l'article, mais avant de vous parler de l'article et des arguments de Robert Boyer qui nous intéressent ici, je voudrais d'abord revenir sur Robert Boyer lui-même. C'est un économiste français, aujourd'hui à la retraite, mais il fait partie de ces gens qui finalement ne prennent jamais vraiment la retraite. Il a bientôt 73 ans, il est né en 1943 mais c'est un économiste qui a fait son « trou » dans la communauté internationale des économistes, et pas seulement en France. Il est connu et reconnu internationalement et continue à être extrêmement actif, je me demande d'ailleurs s'il n'est pas plus actif depuis qu'officiellement il est à la retraite...

C'est un ancien élève de l'école Polytechnique, de l'école nationale des Ponts et Chaussées (qu'on appelle « X-Ponts » dans le jargon), et aussi étudiant à Sciences Po Paris, ce qui l'a amené finalement à s'intéresser beaucoup plus à l'économie qu'à ses premières amours plutôt ingénieur ou scientifiques, directeur de recherches au CNRS, directeur d'études à l'école des Hautes Études en Sciences Sociales et aujourd'hui membre de l'Institut des Amériques et ancien membre d'un grand laboratoire de recherche français, c'est certainement l'un des plus importants, historiquement, c'est le CEPREMAP. C'est un laboratoire qui avait été conçu en France avant même que la discipline science économique soit reconnue comme étant une discipline autonome, juste après la seconde guerre mondiale et c'était un laboratoire qui employait des économistes pour aider le processus de planification. Vous savez « le plan » à la française qui a presque disparu ; il y avait tout un tas de prestigieux collègues qui travaillaient sur des perspectives liées aux politiques économiques, aux enjeux macro-économiques, aux questions d'économie internationale... et donc Robert Boyer a été l'une des hautes figures du CEPREMAP.

Le CEPREMAP est accueilli actuellement dans les locaux de ce qu'on appelle, excusez-moi, la Paris School of Economics ou l'école d'économie de Paris, mais il faut le dire en anglais, paraît-il ; donc la PSE qui elle-même est située sur le campus de Jourdan qui est actuellement en travaux de l'École Normale Supérieure de Paris, ce qui fait qu'en fait Robert Boyer se trouve accueilli dans des bureaux forts sympathiques à l'École Normale Supérieure de Paris. Voilà ceci est la première chose : petite présentation du personnage.

Deuxième élément, il se trouve que Robert Boyer fait partie des fondateurs historiques d'une école de pensée, d'un mouvement théorique, qui est toujours très vivace aujourd'hui et qui s'appelle « l'école de la régulation » ou la « théorie de la régulation », « théorie économique de la régulation », « école française de la régulation », voilà sous ces appellations-là, un courant fondé dans les années 1970 au moment du développement de la crise économique à partir de 1971 – 73, et en fait le but de cette théorie de la régulation, les caractéristiques de ce mouvement étaient d'abord d'être un mouvement, comme on dit en économie, hors « *mainstream* » c'est-à-dire en fait n'étant pas très orthodoxe dans sa manière d'envisager l'économie, étant donc hétérodoxe et plutôt critique.

Alors, que l'on s'entende bien là-dessus, j'ai entendu il y a quelques jours à France Culture, mon collègue Jean Tirole, prix Nobel d'économie français l'année dernière, et dont tout le monde a entendu parler, qui est lui d'ailleurs professeur à la Toulouse School of Economics, l'école d'économie de Toulouse, ici vous êtes à Avignon University ! Et donc l'idée que Tirole, qui fait partie du *mainstream*, ne reconnaît pas, avec d'ailleurs tous les gens du *mainstream*, qu'il y aurait un *mainstream*. En gros, les gens qui font partie de l'approche dominante en économie ne considèrent pas qu'il y a des approches dominantes et des approches dominées, des approches qui s'imposent comme dogme et d'autres qui apparaissent comme étant marginales et critiques. Alors bien sûr il considère que c'est un certain nombre d'hurluberlus comme Robert Boyer, par exemple, et d'autres, qui finalement sont dans une sorte de victimisation ou d'auto-victimisation en disant « mais nous ne sommes pas dans le courant orthodoxe etc... ». Les choses sont quand même bien plus compliquées que cela, en tout état de cause, le courant de la régulation ne s'est jamais considéré comme étant un courant correspondant aux canons disciplinaires tels qu'ils se sont imposés depuis les 50 dernières années dans la discipline.

Donc c'est un courant hétérodoxe, un courant qui lui-même est fondé sur une relecture hétérodoxe, en tout cas une relecture tout-à-fait nouvelle et renouvelée et même sélective d'ailleurs, de deux œuvres d'économistes qui n'étaient pas faits pour s'entendre à savoir Karl Marx d'une part et d'autre part John Maynard Keynes ; Keynes et Marx ce n'est pas du tout le même type d'économiste, si tous deux ont été assez peu « *mainstream* » de leur temps on ne les aurait pas retrouvés du même côté. Comme Keynes d'ailleurs est arrivé bien après Marx, il le disait lui-

même : lorsque Keynes évoquait toute forme de pensée marxiste, Keynes disait que la lutte des classes le trouverait toujours du côté de la bourgeoisie éclairée, c'est une citation ; donc clairement ce n'est pas le même type d'économiste, mais leur aspect hétérodoxe a nourri la pensée de la régulation invoquant toutes sortes de mariages intéressants, mais à priori improbables entre les théories d'inspiration « keynésienne » et les théories d'inspiration « marxienne » pour ne pas dire marxiste.

C'est aussi un courant largement ouvert à une approche pluridisciplinaire des problèmes économiques, donc ouvert à des rencontres, d'ailleurs cet article en fait la preuve avec des problématiques d'historiens, des problématiques de sociologues, des problématiques de sciences politiques voire même d'anthropologie. Un courant qui, au-delà de tout ce que je viens de vous dire, a été assez largement influencé par des grands mouvements intellectuels caractéristiques du XX^{ème} siècle, notamment le structuralisme, la théorie systémique, la cybernétique etc... Alors ce sont des influences moins directement reconnues, mais qui ont été très largement évoquées par Robert Boyer dans ses textes des années 1980.

Et puis, bien sûr, il n'y a pas que Robert Boyer à faire partie de la pensée de la régulation, il y a des gens très connus, comme Michel Aglietta, André Orléan, Bruno Théret, Bernard Billaudot et même peut-être connaissez-vous Alain Lipietz qui est moins connu du grand public comme ayant participé au mouvement fondateur de l'école de la régulation, que comme ayant été un député d'Europe Écologie Les Verts, député écologiste d'abord, mais dans un premier temps Alain Lipietz avait fait des travaux assez originaux. L'apport de Lipietz était peut-être un peu moins décisif que celui de Boyer, Aglietta ... mais c'était quand même un économiste de très grande qualité, et tout un tas d'autres que j'oublie.

En gros le but de ce mouvement, c'est en fait d'apporter une explication au mode de fonctionnement du capitalisme et à la façon dont le système capitaliste est capable de se transformer précisément dans la manière dont il fonctionne, c'est ça l'idée de régulation ou de mode de régulation. Le système capitaliste donc, aurait à un moment donné, un mode de fonctionnement que les *régulationnistes* appellent un mode de régulation et puis ce mode de fonctionnement, à l'occasion de certaines crises que les *régulationnistes* appellent des crises structurelles, et bien à l'occasion de ces crises, le système capitaliste pourrait être amené à transformer la manière dont il fonctionne ; donc en fait c'est une façon d'aborder, pour employer un langage un peu plus savant, à la fois l'étude du fonctionnement synchrone, du fonctionnement synchronique du système, mais aussi une étude diachronique du système, donc la manière dont il change sa manière synchronique de fonctionner au fil du temps. Ceci, évidemment, amène, et j'aurai terminé avec cela la présentation de l'école de la régulation, les *régulationnistes* à finalement rejoindre une sorte de tradition en sciences sociales que l'on appelle la tradition institutionnaliste, parce que l'idée c'est que finalement ces modes de régulation seraient très clairement définis par des institutions relativement durables : des institutions politiques, des institutions sociales, des choses durables ancrées dans le fonctionnement de la société qui finalement viendraient définir le mode de régulation.

Je n'insiste pas plus mais c'est évidemment, notamment, ce caractère clairement institutionnaliste de la théorie de la régulation qui incite à cette ouverture pluridisciplinaire, puisque les institutions ne sont pas la spécialité des économistes et que nous avons besoin des sociologues, des politistes, des anthropologues et des historiens, notamment, pour arriver à mieux comprendre les mécanismes complexes qui sont à l'œuvre dans l'instauration puis la transformation et la déformation des institutions au fil du temps. C'est à peu près cela l'idée ; et dans les dernières années, je termine là-dessus avant d'attaquer l'article à proprement parler, Robert Boyer est devenu, j'allais dire plus prétentieux, ce n'est pas le mot, car je ne crois pas que ce soit quelqu'un de prétentieux, mais en tout cas plus ambitieux. Il a donné beaucoup d'ambitions

à cette théorie de la régulation qui, au départ, avait seulement pour but de donner un sens particulier à la crise qui commençait dans les années 1970, puis en fait, après, a tenté de donner une sorte de théorie générale des crises à travers l'histoire et puis, finalement, l'ambition est devenue encore plus large pour arriver à une sorte de théorie générale du capitalisme lui-même.

Donc on retrouve d'ailleurs là les influences marxistes, pour ceux qui connaissent Marx, parce que finalement Marx dans *Le Capital*, ce qu'il cherchait à faire, c'est aussi à son époque à échafauder une théorie générale du système capitaliste. Les réponses de Boyer et de ses collègues ne sont pas les mêmes que celles de Marx, bien entendu, mais l'approche fait penser à une approche telle que celle que Marx avait mise en œuvre. Donc, dans les livres que j'ai mis en bibliographie, notamment les derniers livres publiés par Robert Boyer, on voit bien cette ambition formulée : *Une théorie du capitalisme est-elle possible ?* en 2004 ; *Les financiers détruiront-ils le capitalisme ?* en 2011, là c'est un peu plus focalisé sur les problèmes d'actualité, une lecture par Robert Boyer de la crise financière dite des « *subprimes* » : *Économie politique des capitalismes, théorie de la régulation et des crises*, dernier ouvrage de Robert Boyer en 2015.

Donc, cela c'est pour situer la personne. En me référant à cet article, je me réfère aussi évidemment à tout ce contexte que je ne pouvais pas ne pas vous retransmettre avant de vous donner le commentaire de l'article.

Alors l'article lui-même est fort bien présenté par Robert Boyer dès les toutes premières lignes, début de la page 69 : *cet article propose une nouvelle interprétation des cycles*, alors les cycles c'est dans cette représentation cyclique du fonctionnement de l'économie qui permet de comprendre les cycles des mouvements économiques, avec les crises qui apparaissent dans les mouvements de creux, de renversements et de creux, *qui porte l'accent sur le conflit entre les différentes temporalités et sur la dialectique entre mémoire et oubli qui sont à l'origine des crises*. Voilà, donc on est vraiment en plein cœur de notre thématique et il y a deux contributions majeures de Boyer dans cet article pour ajouter de nouvelles explications aux crises à toutes celles qui existaient, en insistant d'une part sur le conflit entre les temporalités, des temporalités différentes, le conflit de temporalités comme origine des crises financières se propageant ensuite à l'ensemble de l'économie et puis, dans la foulée, une dialectique entre mémoire et oubli qui elle-même pourrait être un facteur d'explication des crises. Et donc, ce faisant, cet article met en cause l'unicité du temps telle que la conçoivent les économistes, appelle à une meilleure prise en compte de l'interpénétration des sphères politiques, sociales et financières. C'est le caractère pluridisciplinaire dont je vous parlais tout-à-l'heure qui est assez caractéristique de l'approche de la régulation, et milite pour une intégration accrue des sciences sociales, pour le fait d'avoir une lecture pluridisciplinaire, voire transdisciplinaire, des crises économiques et pas une lecture strictement disciplinaire des crises économiques.

Au fond, on voit bien que les deux éléments (alors il y a plein d'autres choses dans l'article sur lesquelles je ne vais absolument pas revenir), sur lesquels je vais juste me focaliser. J'aurais pu très bien ne vous parler que du deuxième puisque, au fond le thème de l'année ce n'est pas « le temps », cela aurait pu être une année précédente, le thème de l'année, c'est la mémoire et l'oubli... Oui, sauf que j'ai beaucoup hésité, j'ai réfléchi et j'ai fait mes choix et je pense que je n'aurais pas réussi, en fait, à vous donner tous les éléments suffisants, si je ne mettais l'accent que sur le deuxième aspect. Autrement dit il, faut bien que j'évoque le premier pour que l'on comprenne parfaitement le second et, en outre, parce que déjà vous comprenez fort bien que finalement la temporalité, l'idée d'inscrire la compréhension des processus économiques dans une temporalité, est une idée qui est une sorte de condition nécessaire préalable à toute explication en terme de mémoire et d'oubli. S'il n'y a pas le temps, si le temps n'existe pas, alors la mémoire et l'oubli n'ont absolument aucun intérêt. Il faut évidemment, d'abord, montrer l'importance de décrire des processus inscrits dans le temps pour pouvoir ensuite justement montrer l'importance des

mécanismes d'oubli et de mémoire dans ces dynamiques temporelles. Si nous ne vivions pas dans le temps la question de la mémoire et de l'oubli n'aurait rigoureusement pas de sens. C'est la raison pour laquelle je vais d'abord évoquer la question du conflit de temporalité et puis ensuite arriver enfin à cette fameuse question de la mémoire et de l'oubli comme facteur explicatif des crises.

1. Le rôle des conflits de temporalité dans les crises financières

Je suis toujours dans ma première partie de l'analyse de l'article, j'ai présenté l'auteur, la théorie de la régulation, et maintenant dans la présentation de cet article, je vais focaliser sur ces deux points là. Sur les conflits de temporalité, l'idée de Robert Boyer est à peu près la suivante : d'une part donc, dans les théories économiques « mainstream » justement, dans les théories économiques qui sont dominantes, qui imposent leurs canons dans la plupart des supports de diffusion, de publications de cette discipline, et bien ces théories économiques dominantes, ou orthodoxes supposent une forme, dans le meilleur des cas je dirai, c'est ce que dit Boyer, mais je pense, à mon avis qu'il est trop gentil. Moi je dirais, dans le meilleur des cas, elles supposent, qu'il y a une temporalité qui est unique dans les processus économiques. Il y a une seule forme de temporalité et finalement tous les processus, tous les comportements, tous les acteurs, toutes les institutions se calent sur cette temporalité ; par exemple une temporalité annuelle dans la publication des statistiques des comptes de la nation, une temporalité mensuelle... Donc l'idée qu'il y aurait une seule temporalité.

Moi je trouve qu'il est trop gentil, car, en fait, j'ai toujours eu la sensation que dans une énorme partie des réflexions économiques, tout se passe comme si le temps n'existait pas ou plutôt tout se passe comme si les processus, les mécaniques se situaient hors du temps dans une vision, pour faire appel aux physiciens, cinématique finalement, qui est vraiment quelque chose qui n'est pas inscrit dans une véritable dynamique temporelle. Vous voyez bien, une fois que le temps est passé que l'on ne peut pas revenir en arrière. On ne peut pas faire comme au cinéma et faire remonter la bobine dans l'autre sens, ce n'est pas possible, le temps s'inscrivant dans un processus irréversible. Ce temps-là, il me semble qu'en fait en règle générale, il n'existe pas, en tout cas il n'a pas d'épaisseur ou il est vu d'une manière tellement simpliste, tellement mécanique que finalement, ce n'est pas vraiment le temps, ce n'est pas vraiment le temps dont on parle.

Robert Boyer ne va pas jusque-là parce qu'il ne cherche pas à être polémique dans son article. Il cherche juste à souligner une difficulté et donc, il dit que dans ces théories, dans le meilleur des cas, on suppose une temporalité unique, mais dans les faits, il y a des acteurs différents, différents types d'actions mises en œuvre par ces différents types d'acteurs et ces différents types d'acteurs comme ces différentes types d'actions, en fait, enclenchent des temporalités qui ne sont pas les mêmes. Finalement, ces temporalités différentes peuvent à un moment donné entrer en conflit : ceux qui ont une temporalité plus rapide venant choquer, presser ou imposer leur temporalité à ceux qui ont une temporalité plus lente par exemple. Ceci serait donc un facteur de crise, un facteur de crise qui finalement est un facteur que la théorie économique dominante ne pourrait donc pas expliquer puisque, précisément, elle est incapable de rendre compte, véritablement, d'une multiplicité de temporalités.

Donc, en fait, l'idée c'est de dire que la théorie économique ne prend pas en compte précisément la multiplicité des temporalités et qu'elle n'est donc pas capable de voir venir une crise, elle n'est pas capable de l'expliquer à posteriori. Donc, c'est à près cela l'idée, pour essayer de vous l'expliquer je vais vous donner un exemple. Boyer en donne pleins dans son article mais ils ne me semblent pas forcément être les plus simples (vous l'avez compris ce n'est pas un article de « Voici » de « Gala » ou même du « Monde »...), c'est un article d'une revue scientifique, qui s'adresse évidemment à des lecteurs et c'est écrit dans un français convenable parce que Robert Boyer est un hétérodoxe, donc il écrit encore français. Les autres n'écrivent pas en français, ils écrivent en mathématiques, beaucoup moins poétiquement que Laurent Derobert..., donc c'est

compréhensible, mais c'est quand même technique. C'est pourquoi je me suis dit que ce serait peut-être pas mal de prendre un exemple plus simple pour comprendre cette question de conflit de temporalités.

Le plus simple exemple que j'ai trouvé consiste à revenir sur l'histoire des formes monétaires. L'histoire des formes monétaires, c'était quelque chose que j'aimais beaucoup quand j'étais plus jeune prof, je ne l'enseigne plus maintenant, sur l'idée de comment on a découvert et inventé les monnaies bancaires. Les banques existent, en fait, depuis l'antiquité mais les monnaies bancaires existent depuis la deuxième partie du Moyen Age, à l'époque où va se développer ce que Fernand Braudel appelait « le capitalisme des marchands ». Ce n'était pas du tout un capitalisme industriel, mais c'était une époque où la bourgeoisie se promenait un peu partout en Europe, dans le Bassin méditerranéen, allait jusqu'en Extrême Orient pour Marco Polo, faisaient beaucoup de commerce et donc c'était un capitalisme, voire un pré-capitalisme, puisque le terme est peut-être un peu forcé, mais un pré-capitalisme qui a finalement contribué à former la bourgeoisie et à développer les réseaux de commerce sur lesquels, ensuite, bien plus tard, le capitalisme, le vrai, celui de la fin du XVIII^{ème} siècle, et du XIX^{ème} siècle va pouvoir véritablement s'appuyer pour se développer.

Donc les monnaies bancaires se sont développées au tout début du développement du commerce au long cours lancé par les bourgeois et les marchands. À partir du XI^{ème}, XII^{ème} siècles et ces monnaies bancaires dans un cours d'économie monétaire classique, on essaie d'expliquer comment cela fonctionne. Ceci n'est pas simple, mais c'est suffisamment simple pour être expliqué à priori, à n'importe qui, même quelqu'un qui n'a jamais fait d'économie et qui ne s'intéresse pas particulièrement à l'économie. C'est cela l'intérêt, car, si aujourd'hui je retrais dans des mécanismes dont parle par Robert Boyer, par exemple le mécanisme des « *subprimes* », il faut au moins 30, 40 minutes d'une certaine technicité pour arriver à présenter ces mécanismes extrêmement sophistiqués. Il vaut mieux en revenir à des choses plus simples qui sont ces mécanismes historiques qui permettent tout aussi bien, me semble-t-il, expliquer ces problèmes de choc ou de conflit de temporalités.

Alors comment se passe l'invention des monnaies bancaires dans la deuxième partie du Moyen Age ? Dans un premier temps les banques se sont développées comme étant bien sûr des partenaires des bourgeois, des partenaires des marchands, notamment en termes de sécurisation des moyens de paiement, comme on dirait aujourd'hui ce n'est pas le terme de l'époque ; il s'agit en fait de développer des outils de paiement qui permettent justement à ce commerce au long cours de se matérialiser, de se réaliser. On parle beaucoup de sécurité aujourd'hui, mais au Moyen Age aussi les routes ne sont pas sûres : il y a des bandits de grands chemins, il y a des pirates sur les mers, il y a tout un tas de choses et donc il fallait développer des techniques permettant de transférer des fonds sans qu'il y ait trop de risques que ces fonds coulent avec le bateau, soient pillés par un certain nombre de bandits de grands chemins, bref...

Les banques commencent à se développer dans le nord de l'Italie, du côté de l'actuelle Belgique et Pays-Bas, les Flandres ; les banques se développent pour aider à la sécurisation des moyens de paiement, ce qui était absolument indispensable au développement de la bourgeoisie. Les banques se développent aussi pour faciliter le crédit, bien sûr le crédit bancaire ce qu'elles font encore aujourd'hui sous des formes différentes ; à l'origine les banques réalisent ces deux types d'activités, donc gestion des moyens de paiements d'un côté et de l'autre côté accords de crédits bancaires, les prêts bancaires, de manière séparées, cloisonnées, il n'y a même pas eu l'idée finalement de les mélanger. Donc il y a deux parties, si on représente un bilan de banque : à gauche l'actif, à droite le passif et le bilan des banques, on pouvait le représenter, de manière simplifiée bien sûr, avant qu'elles n'aient eu l'idée de génie qui va les amener jusqu'à aujourd'hui finalement, elles séparent les deux parties de leur bilan en fonction précisément de la temporalité des activités. Les moyens de paiement ce sont des activités à court terme, quand vous payez vous payez tout de suite quelque chose donc, dans le moyen de paiement, on est dans une temporalité

très courte. Le principe du moyen de paiement idéal c'est la monnaie et la monnaie c'est ce que l'on appelle, depuis Keynes, la liquidité par excellence ; en fait c'est un bien économique qui vous permet de vous libérer immédiatement d'une dette. Vous avez n'importe quelle dette et si vous payez en monnaie, cela vous libère immédiatement de cette dette, alors que si vous utilisez un autre bien, cela ne vous en libérera que de manière médiate, alors il faudra un petit peu plus de temps pour vous libérer de la dette. La monnaie est le seul bien qui vous libère de manière immédiate de la dette donc, autrement dit, c'est la liquidité par excellence, ce sont des engagements à court terme.

Le crédit, par contre, est une activité de moyen ou de long terme, cela dépend des types de crédits. Si l'on fait du crédit commercial par exemple, c'est ce que faisaient essentiellement ces banques à cette époque-là, c'est-à-dire en gros l'escompte d'effet de commerce pour ceux qui connaissent un peu le mécanisme : un marchand se retrouvait avec une créance sur un client et cette créance précisait qu'il allait le rembourser dans 60 jours, 90 jours ou 120 jours, et si à un moment donné ce marchand se retrouvait dans la nécessité de devoir payer quelqu'un maintenant alors qu'il se retrouvait avec une créance pour dans 60 jours, il pouvait aller voir le banquier qui lui faisait une avance, je fais l'escompte de l'effet de commerce : le banquier prenait la propriété de l'effet de commerce qui allait lui permettre de se faire rembourser lui-même au bout de 60 jours, c'est ce qu'on appelait l'endossement de l'effet de commerce. Le banquier devenait le bénéficiaire de la créance et 60 jours après, le banquier récupère son argent auprès de celui qui a contracté la dette en premier, contre ce qu'on appelle un taux d'escompte : le banquier le payant pour ce service, il va récupérer la propriété de cette créance.

Donc, en fait, on est sûr de la gestion de moyens de paiement, c'est du très court terme et on est sûr du moyen terme pour du crédit commercial et sur du long terme, si c'est le crédit à l'investissement, à l'installation, à l'acquisition de « carrosses » et de « diligences » ... Donc le mécanisme, dans un premier temps et pendant pas mal de temps (en fait il y a une sorte de cloisonnement entre ces deux parties du bilan), cela reste le problème contemporain cette fameuse idée de ne pas mélanger justement les activités bancaires, mais bien de les séparer et de les cloisonner. Cela reste une idée tout-à-fait contemporaine sauf que c'est devenu juste plus sophistiqué dans la technique.

Et l'idée est à peu près la suivante : du point de vue de l'activité de crédit, à l'actif le banquier récupère des créances, par ex. le banquier devient propriétaire des créances que j'avais acquises sur mon voisin, il inscrit donc 100 de plus à son actif, puisqu'il a acquis la créance dont j'avais auparavant la propriété ; en contrepartie à son passif, le banquier va m'accorder une partie de son argent mais cet argent-là, il le finance à partir de son capital social, ses fonds propres si vous voulez, et il me prête ses fonds propres en contrepartie évidemment, il obtient la rémunération de l'escompte qui relève du compte de résultat et non pas du bilan.

Au niveau de l'activité de paiement, parmi les activités développées par les banquiers, il y a cette fameuse invention, invention géniale qui est en fait l'ancêtre des billets de banque : la monnaie officielle étant normalement sous la forme métallique, donc de l'or, de l'argent, du bronze, des formes d'alliage diverses et variées, on va prendre l'or pour faire bref ; et en fait l'or est évidemment considéré comme étant la référence des références en matière monétaire. Le problème, c'est que si l'on se déplace avec de l'or, on risque de le perdre et on risque de se le faire voler, et il vaut mieux se retrouver avec des billets sur soi plutôt qu'avec de l'or. Comment cela fonctionne-t-il ? Ce n'est pas compliqué : le banquier va inscrire à son actif, si vous arrivez avec 1 000 € d'or vous le déposez chez le banquier pour le mettre en sécurité. On lui transfère la propriété de cet or, il l'inscrit à son actif et en contrepartie le banquier va inscrire à son passif les billets de banque qu'il aura émis et qui sont en fait une créance sur lui-même et cela veut dire : je reconnais que tout possesseur de ces billets pourra les présenter au guichet de la banque until et obtenir le remboursement en or de ces billets, c'est cela le principe.

Vous voyez l'idée, c'est qu'en fait, on ne fait que rendre plus commodes et rendre sécurisés des moyens de paiement, des transports de moyens de paiement, et bien sûr le court terme est garanti par du court terme, le moyen terme par du moyen terme, et tant que l'on en est là cela ne pose pas de difficulté. Sauf qu'à un moment donné, soit par accident, soit par un moment de génie, soit par malice, il y a des petits génies qui vont se dire houlala !, là il y a la poule aux œufs d'or. La poule aux œufs d'or étant qu'en fait cela marche tellement bien ces moyens de paiement, c'est tellement pratique et c'est tellement moderne, c'est tellement in de payer en billets de banque que, finalement, les clients utilisent de moins en moins la possibilité de venir convertir leurs billets de banque en or, puisqu'ils savent que derrière le billet de banque il y a de l'or. Ils vont de moins en moins en demander le remboursement et le banquier qui regarde son bilan, qui fait ses comptes, se dit c'est quand même un peu bête, c'est quand même un peu con, il y a plein d'or qui n'est pas le mien, certes, c'est un or qui est gagé par les engagements de très court terme faits par rapport à l'émission de billets, mais malgré tout, cet or là je pourrais l'utiliser pour émettre plus de billets, par exemple, à l'occasion d'une activité de crédit.

Vous voyez, vous avez un client qui vient et qui vous dit : « je voudrais faire du crédit » ; auparavant vous lui auriez dit, si vous aviez vu le capital social, ou si le crédit vous semble un peu dangereux, un peu risqué, vous lui auriez dit non, je ne vous prête pas. Et puis là tout à coup les banquiers deviennent plus généreux, le crédit devient plus facile, puisque finalement les banquiers vont se dire, c'est sympathique çà, ce n'est pas idiot, puisque les clients ne viennent pas tous demander l'or qu'ils ont déposé pour les billets, je peux donc émettre plus de billets. Je vais dire : je peux vous prêter, mais pas en or, soyez moderne, je vous prête en billets. Pour le client c'est « ni vu ni connu je t'embrouille », c'est la même chose pour lui car il sait que si il le veut, il peut demander le remboursement de ses billets contre de l'or : alors pour le client c'est la même chose. Pour le banquier, ce n'est pas la même chose car il va bénéficier de ce que dans la théorie monétaire on a appelé le multiplicateur de crédit. Imaginez notre banquier qui fait ses compte et qui voit qu'il n'y a en général que 10% des billets qui sont demandés en remboursement, et bien s'il n'y en a que 10%, il va pouvoir émettre de la monnaie, jusqu'à ce que les 1000€ de crédit d'or représente 10% de la monnaie émise ; autrement dit, il va pouvoir émettre 9000€ supplémentaires de billets pour arriver au total à 10.000€ de billets. Ces 9000€ de billets, il va pouvoir les émettre à l'occasion de 9000€ de crédit supplémentaire ; vous voyez, alors les clients dans un premier temps sont super contents car le crédit coule à flot.

Ce que je vous raconte là, c'est la même chose que les *subprimes*, sauf que c'est beaucoup plus simple, qu'il n'y a pas toute la sophistication de l'ingénierie financière contemporaine, il n'y a pas les trucs d'internet, il n'y a pas les CDO..... mais c'est la même chose. Donc, dans un premier temps, c'est l'euphorie générale : du coup, tu as un petit souci, tu vas chez le banquier, il y a le crédit qui coule, c'est merveilleux et tout coule à flot et cela fait une sorte de bulle comme on dit aujourd'hui. Une sorte de bulle sauf que, vous voyez que du coup il y a un problème ,c'est que vous avez du court terme, de l'engagement de très court terme, ce qui fait que le banquier qui se doit légalement de rembourser, dès lors que le moindre billet lui est présenté, et cet engagement de court terme est couvert, pas par rien, mais il est couvert par des créances de moyen/long terme. Autrement dit le jour où, par hasard ou pas, il peut y avoir des rumeurs qui circulent, comme : « vous croyez qu'il y a encore de l'or derrière tout çà ? », parce que l'argent coule à flot, il y a de l'argent partout.... Et donc s'il y a quelques méfiants, quelques rumeurs qui circulent, et bien, à un moment donné, vous voyez bien que le banquier, s'il a émis 10.000€ de billets et si il n'a que 1000€ d'or, quand il aura déboursé 1000€ et que l'on viendra lui demander des euros supplémentaires, il va dire : « excusez-moi, mais revenez demain », et là, le client lui dira : « ça ne va pas, sur le billet il y a marqué maintenant, il n'y a pas marqué demain » . Alors le banquier dira demain on va me rembourser du crédit, je vais recouvrir des créances et je pourrai vous rembourser, mais le client va hurler au scandale. Il va alerter tout le monde, tout le monde va venir aux guichets de la banque et c'est ce que l'on appelle : les mécanismes de panique bancaire, paniques bancaires qui vont créer des banqueroutes comme on dit à cette époque, banqueroutes

qui vont conduire à la ruine, certes du banquier, mais aussi à la ruine de ses clients, et comme les clients sont ruinés, ils vont conduire, en chaîne, à la ruine d'autres clients, d'autres fournisseurs, et ainsi de suite. On voit donc un mécanisme de conflit de temporalité c'est bien cela le problème, un mécanisme de conflit de temporalité qui crée, à un moment donné, une crise financière, crise financière qui se répercute à l'ensemble de l'économie.

Et n'allez pas chercher plus loin, c'est beaucoup plus compliqué du point de vue technique, mais c'est exactement le même type de mécanismes qui sont à l'œuvre dans les mécanismes des crises de type *subprimes* voilà.

Cela n'est pas ce qu'il y a dans l'article, dans l'article vous verrez Boyer vous parler de choses beaucoup plus contemporaines, mais il évoque quand même les phénomènes de panique bancaire typiques d'avant le XIX^{ème} siècle. En gros ce qu'il explique, et c'est là que nous allons commencer à arriver progressivement au deuxième point central de l'article. Finalement, panique après panique, banqueroute après banqueroute, on va finir par imposer à partir du XIX^{ème} siècle pour l'essentiel (un peu avant en Grande-Bretagne), des règles visant précisément à éviter ce type de problème : une réglementation bancaire, une limitation de la capacité des banques à créer de la monnaie, et puis en fait surtout, et là ce n'est pas tout à fait désintéressé de la part des états, une translation ou plutôt une transmission du pouvoir de création monétaire par les billets de banque des banques commerciales vers les états eux-mêmes. Les états qui ont trouvé là quelque chose d'absolument magique pour financer les dépenses, militaires, de sécurité, enfin tout ce que vous voulez, toutes les dépenses somptuaires éventuellement dans les palais divers et variés. Donc, ils récupèrent à leur compte une capacité de création monétaire qu'ils finiront par comprendre. Ils ont mis du temps, car à l'époque les états c'étaient des aristocrates et les banques c'étaient des bourgeois, c'était deux mondes qui socialement n'étaient pas faits pour se rencontrer au départ, ce n'était pas du tout le même type de valeurs et puis, finalement, les états ont récupéré et récupérant ce pouvoir de création monétaire ont en contre-partie contrôlé les banques et évité ce type de mécanisme.

Ceci dit, s'ils avaient contrôlé, il ne devrait normalement plus y avoir ce type de problème qui se pose. Finalement, alors, on va découvrir par exemple, avec la crise de 1929 et des années 1930, on va découvrir de nouvelles modalités plus sophistiquées de manifestations de ces crises, ce qui est en partie vrai, soit d'un autre côté les états n'auront pas tout à fait compris en fait la totalité de leurs responsabilités en matière de politique monétaire. Ils n'ont pas exactement compris tout ce qu'ils doivent faire ou ne pas faire en situation de catastrophe. L'exemple typique c'est, vous l'avez compris, qu'après la crise de 2007, à part l'énorme connerie de G W Bush pour céder au populisme ambiant de ne pas soutenir *Lemann Brothers*, le principe même que toute l'histoire a retenu, c'est le fameux « *too big to fail* », c'est que lorsque vous avez une énorme institution financière qui fait faillite, il ne faut surtout pas la laisser faire faillite, même si cela peut paraître absolument injuste, parce que l'on sauve quelqu'un ou une institution qui relève à la limite de l'escroquerie, de la pyramide de Ponzi ou je ne sais pas trop quoi. C'est vrai, mais d'un autre côté, si vous ne la sauvez pas, vous entraînez toute l'économie dans une phase de dépression absolument catastrophique. Autrement dit, il fallait éviter que cela vienne d'abord, mais une fois que l'on y est, il ne faut surtout pas laisser couler et à part *Lemann Brothers* vous avez constaté que nos gouvernements ont trouvé tout à coup des milliers de milliards de partout alors qu'il n'y avait plus d'argent, pour la protection sociale par exemple. Mais alors pour les banques là on en a trouvé de partout, on y est allé à fond, des milliers de dollars, des milliers d'euros, on a soutenu parce que c'est ce qu'il fallait faire, c'est ce que l'on n'a pas fait dans les années 1930. Dans les années 1930, on n'a pas soutenu les banques qui ont fait faillite, et effectivement cela a amené les économies de cet ordre. Déjà qu'aujourd'hui cela ne va pas très bien, à cette époque cela allait beaucoup moins bien, donc en gros on apprend au fil du temps, et les choses peuvent se transformer,

Mais ce que Boyer nous dit et c'est là où cela va rejoindre la question de la mémoire , c'est qu'en fait, il va y avoir aussi au fil du temps, au fur et à mesure que l'on approche des années contemporaines, c'est à dire les années de la fin du XX^{ème} siècle et début du XXI^{ème} siècle, on s'aperçoit en fait que l'encadrement bancaire, la réglementation stricte des activités financières etc... s'est progressivement relâchée, elle s'est relâchée pour donner à nouveau lieu à une sorte d'activité complètement dite auto-régulée d'activité financière. Activité qui n'était plus régulée en fait, plus contrôlée et que finalement tout ceci va amener à une nouvelle crise qui est effectivement la crise de 2007, alors même qu'il y avait eu quelques avertissements au départ. Il y en a eu plusieurs d'avertissements à cette crise-là, en 1987, en 2000 et même quelques petits épisodes auparavant, il y avait eu quelques petits avertissements dont les gouvernements n'ont pas tenu compte. Ce que Boyer nous explique, c'est que là, en fait, et bien il y a eu une sorte, d'une part une modification des conditions de réalisation de l'activité financière, les choses sont devenues plus graves parce que la technicité, enfin les modalités techniques de fonctionnement du monde financier s'étaient très largement transformées.

Je vois que l'heure tourne et je vous laisse découvrir l'article où il nous parle notamment du problème posé par l'automatisation des cotations grâce à l'informatique et aux technologies de l'information qui font qu'aujourd'hui la cotation se fait à la nanoseconde. Il y a donc une cotation financière en continu 24h/24, 365 jours/ 365 à la nanoseconde et ceci crée des conditions tout à fait nouvelles à l'échelle historique. Il y avait eu le fameux soi-disant mini-crack de 1987 qui avait été un premier avertissement de la manière dont justement l'utilisation de ces technologies de l'information pouvaient éventuellement faire renforcer la fragilité du système financier, et puis aussi bien entendu, l'usage massif de ce que l'on appelle la titrisation. La titrisation des dettes, ces mécanismes qui justement ont fait que les dettes ont pu être contractées par des gens incapables de les rembourser pour acheter leur maison aux États-Unis, ces dettes étaient récupérées par des agents qui, eux-mêmes les intégraient dans des titres financiers, qui eux-mêmes étaient mis en tranches, les fameux CDO, eux-mêmes revendus sur les marchés dans lesquels il y avait des cotations et sur lesquels ils bénéficiaient d'ailleurs de formes d'assurances et de contre-assurances contre les mécanismes de cotation des titres, enfin un truc complètement délirant.

Pour ceux qui n'auraient pas encore bossé sur ce mécanisme, je vous renvoie au merveilleux film *inside job* qui est le meilleur que j'ai vu sur le sujet. Regardez-le, c'est excellent, c'est pédagogique, sauf que cela va à un rythme infernal, cela va très très vite. Il faut presque le regarder au ralenti, mais tout y est expliqué par le menu et tout le mécanisme engendré par la titrisation est expliqué par le menu.

Donc ce que Boyer nous dit c'est que d'une part, évidemment, ce qui explique le fait que l'on revienne à des crises financières majeures comme celle de 2007 encore toujours pas digérée, qui d'ailleurs notamment pour les pays européens s'est transformée ensuite en une crise de la dette publique parce que l'origine était dans la crise des *subprimes* et les dettes publiques européennes aujourd'hui ne s'expliquent en grande partie que par cela. Finalement ce mécanisme, ce retour aux crises financières, peut aussi s'expliquer par une sorte de perte de mémoire, c'est à dire que finalement quelque part « on » (entre guillemets) aurait perdu, pas tout le monde évidemment, mais ceux qui sont notamment aux responsabilités, ceux qui sont dans les banques, ceux qui sont à la tête des banques, ceux qui sont à la tête des institutions de régulation bancaire, ceux qui sont à la tête de la banque de France, de la banque européenne, du système européen de banque centrale, du fond monétaire international, de la banque mondiale, des différents ministères des finances, des experts en général, les économistes eux-mêmes d'ailleurs, « on » aurait perdu finalement la mémoire, « on » aurait oublié à quel point ce type de mécanismes peuvent produire des situations catastrophiques finalement. Alors oublier cela ne veut pas dire un oubli total, mais finalement, au fur et à mesure du temps, on serait revenu sur des choses soi-disant que la réglementation précédente avait des tas d'inconvénients et que finalement on pouvait

revenir sur cette réglementation, qui, en outre, comme solution à la crise des années 1970, un certain nombre de personnes notamment aux États-Unis mais pas seulement, ont imaginé des mécanismes financiers permettant justement de résoudre les problèmes qui étaient précisément posés au moment des années 1970. Il y a eu toutes sortes de génies créatifs d'un côté, plutôt pervers finalement, mais c'était du génie créatif quand même, et puis de l'autre côté, une sorte de permissivité croissante avec bien sûr quelques hurluberlus à droite, à gauche genre Robert Boyer et aussi Serge Allègre probablement, pour dire : « c'est dangereux les gars, rappelez-vous la crise de 1929, rappelez-vous les paniques bancaires, les crises.. ». Mais au fond le système s'est progressivement adapté en disant : « mais non regardez et puis regardez aux États-Unis quel dynamisme, quel pays dynamique, nous en France on est encore engoncé dans des règles, il faut qu'on se réforme, qu'on soit moderne, il faut qu'on crée des emplois, etc.. » pour permettre des fortunes faciles et du coup la banqueroute. Cet oubli progressif pourrait être quelque part une des causes au retour de ces crises liées à une mauvaise gestion des chocs de temporalité.

J'en suis à la fin du premier point de l'article et c'est là que vous comprenez, je l'espère en tous cas, que je ne pouvais pas ne pas vous parler du premier point, parce que c'est là que vous voyez le lien direct avec la question de la mémoire auquel j'arrive. Pour le coup j'ai presque tout dit sur le deuxième point, sur le rôle de la mémoire et de l'oubli dans les crises financières. Ce que vient d'expliquer Boyer, ce que je viens de vous expliquer de l'explication de Boyer, c'est l'oubli progressif, par les différents acteurs et les institutions en charge de la régulation financière, c'est cet oubli qui serait un des facteurs de retour de ce type de crise financière. Ce n'est pas le seul facteur, mais c'est un des facteurs et ce que dit Boyer, et là il a bien raison : « *aucune théorie économique n'est capable jusqu'ici d'intégrer l'oubli comme étant un facteur de crise* ». Et vous voyez pourtant que l'explication que je viens de vous donner et que vous trouverez plus détaillée chez Boyer, semble tout à fait pertinente et très intéressante. Il propose, il fait des hypothèses et à 73 ans, il est encore vert et il a plein de choses à proposer à des jeunes économistes qui, je l'espère, vont se saisir de ces possibilités et pas seulement les économistes d'ailleurs.

Alors tout a été dit ou presque parce que Boyer ajoute quand même dans son texte, un point sur la question de la mémoire et l'oubli en disant : « *oui, bien sûr, les acteurs ont oublié, les principaux acteurs ont oublié, ou ont contribué à l'oubli, mais tout le monde n'a pas oublié à la même vitesse, certains types d'acteurs ont tendance à oublier plus vite que d'autres* » et du coup Boyer en arrive à la conclusion qu'il faut favoriser les acteurs qui ont une tendance moins forte à l'amnésie que les autres, et pour faire bref là aussi, parce qu'à un moment donné il y a des détails bien pratiques, mais en gros, vous avez les acteurs qui relèvent des institutions politiques, les institutions politiques les gouvernements, les différentes instances de régulation dont je vous parlais par exemple la banque de France, la banque centrale européenne, etc... Donc vous avez d'un côté des institutions politiques dont Boyer nous dit : « bon elles ont été victime d'amnésie mais elles ont mis du temps à perdre la mémoire » et cela c'est intéressant, car si l'on prend la dernière crise liée à une crise financière, c'est la crise des années 1930, cela fait bientôt 100 ans. Après la crise des années 1930, si l'on exclue la phase de la guerre, à la sortie de la deuxième guerre mondiale, Boyer dit : « *pendant trente ans les institutions ont gardé fermement le souvenir de la crise des années 1930* », elles en ont gardé le souvenir ne serait-ce que dans les textes, les réglementations, les organes de contrôle et leurs différentes missions que l'on ne peut pas modifier comme cela du jour au lendemain, on ne peut pas dire : « allez hop on oublie quoi ! » Si vous avez une autorité de régulation bancaire, cette autorité de régulation bancaire il va falloir qu'elle continue à réguler les banques pendant un certain temps avant de la supprimer ou de la voir être réformée pour faire d'autres choses. Mais il va falloir un certain temps et pendant trente ans, les institutions n'ont rien oublié parce que cela a été inscrit dans le marbre des textes des institutions elles-mêmes et donc c'est ce qui explique, selon Boyer, le fait que ces trente années ont été des années durant lesquelles on a été protégé de ces crises-là.

Pas qu'il ne se soit rien passé, il ne faut pas rigoler, les fameuses trente glorieuses ne sont peut-être pas si glorieuses que cela, mais en tous cas, de ce point de vue-là c'est sûr, à la limite de notre point de vue d'aujourd'hui pour ceux qui ont connu un peu les années entre 1945 et 1975. Nous sommes quelques-uns dans ce cas-là ici : moi je me souviens notamment de mon enfance dans les années 1960, franchement le souvenir que j'en ai me fait penser, j'ai l'impression par rapport à la doxa actuelle, que je vivais en Union-Soviétique, tant les choses étaient régulées et contrôlées, et tant elles ne le sont plus aujourd'hui du point de vue de la doxa libérale, de la doxa néolibérale : on a l'impression que c'était vraiment un monde complètement contrôlé avec des tas de monopoles publics. On mettait six mois pour nous installer le téléphone alors qu'aujourd'hui vous allez sur internet et tac en quelques clics c'est fait, c'est génial alors qu'à l'époque suivant où vous habitiez, il fallait trois ans avant que l'on vous branche le téléphone, et vous aviez l'opérateur monopole historique, même pas France-télécom c'était les PTT, qui venait vous installer bon an mal an, quand ils avaient le temps, la ligne de téléphone avec des vieilles bagnoles, ce n'étaient pas des Ladas mais ça y ressemblait un peu ! (je caricature bien entendu). Mais beaucoup d'économistes et d'agents défenseurs des nouvelles formes débridées de l'économie contemporaine critiquent précisément ceux qui les critiquent en disant ; « *mais enfin vous n'allez pas nous faire revenir dans les années 1950/1960, c'était horrible, c'était un monde particulièrement régulé engoncé dans des règles et contraintes, enfin l'horreur, l'horreur la plus absolue* », ce n'est pas évidemment le point de vue de Boyer, et ce n'est pas le mien non plus, c'est juste pour aider à comprendre.

Et donc en gros Boyer dit : « *pendant trente ans on n'a pas été garanti contre tout, mais on a été garanti contre le retour de ces crises et après, en gros à partir des années 1970, on a mis trente ans à oublier* ». Vous voyez qu'au total cela fait un cycle de deux fois trente ans : c'est une tendance à l'amnésie, mais il y a des gens qui, au bout de soixante ans, oublient plus que les institutions. Ce n'est peut-être pas si dramatique que cela, mais en revanche, nous dit Boyer, il y a des acteurs qui oublient beaucoup plus vite, et en particulier des acteurs financiers. Alors là, les acteurs financiers ont une tendance à l'amnésie beaucoup plus rapide que les institutions, ce n'est pas des cycles de deux fois trente ans, ce sont des cycles de quelques années au mieux, dans le meilleur des cas. Ce qui montrerait qu'en gros, non seulement les acteurs financiers sont considérés comme étant myopes (moi-même je suis myope mais ça va) : ils ne voient absolument pas à dix mètres devant eux, ils sont dans le tâtonnement le plus complet. Non seulement ils sont myopes, mais en plus, ils sont amnésiques : ils relèvent vraiment de l'institution limite psychiatrique.

Donc Boyer nous dit : « *voilà finalement après une période de l'ordre de cinq à sept ans on oublie dans le monde financier, on oublie la perspective de la faillite, la perspective de la prise de risque inconsidérée et ce que l'on appelle le risque systémique, la possibilité véritablement de tout secouer, de tout remettre en cause, on oublie, alors pourquoi cette tendance à l'oubli par rapport à l'institution ?* ». Et bien parce que c'est un milieu qui est soumis, Keynes l'avais déjà dit, et l'on va y revenir dans la deuxième partie, aux effets de mode. C'est un milieu qui est soumis à des effets de moutons de Panurge, à des effets de mimétisme qui sont considérables, c'est un milieu qui est de plus en plus focalisé sur le temps présent, dans une forme de *présentisme* insupportable, car on est dans le temps réel et, à la limite, le temps va tellement vite que vous n'êtes plus capable d'être dans le présent parce que les ordinateurs calculent à la nanoseconde et que vous en tant qu'être humain vous ne pouvez pas réagir à la nanoseconde. Donc vous êtes quasiment derrière votre ordinateur qui lui est déjà en train de faire des mouvements de vente et d'achat avant que vous-même, éventuellement, repreniez le contrôle de la machine. Avec un truc comme cela, vous êtes le nez dans le guidon, vous êtes tiré par la laisse du chien, vous n'avez plus le contrôle de rien et vous n'êtes sûrement pas dans une sorte de tranquillité qui favorise quelque part l'effet de la mémoire, que d'autre part les carrières des opérateurs de marché sont des carrières courtes, extrêmement courtes et que la rotation... ce sont des milieux qui fatiguent

beaucoup. Il faut beaucoup de cocaïne, donc on ne tient pas très longtemps, et donc forcément au bout d'un moment, on prend sa retraite ou l'on passe à autre chose et donc, on laisse des places aux jeunes qui, du coup, ne l'ont pas connue et comme ils ne l'ont pas connue, ils recommencent les conneries de leurs prédécesseurs qui sont vieux à trente ans. Voilà à peu près l'idée, que d'autre part les équipes sont sans cesse reconstituées, tout cela étant des facteurs, on va dire, sociologiques, des facteurs sociologiques mais quasi institutionnels qui poussent à l'amnésie.

Alors ceci avait amené Robert Boyer, non seulement dans cet article de 2013, mais depuis de nombreuses années, cela avait amené Robert Boyer et ses confrères à dire, à plaider, à faire de cet argument un argument central en faveur de l'intervention de l'état en disant : « *même si l'on est néolibéral, même si l'on n'est pas favorable à l'intervention de l'état, on voit bien que là, il y a en gros des institutions qui peuvent oublier, mais en gros au bout d'un demi-siècle, alors que les opérateurs au bout de quelques années, rien que cela c'est un facteur qui justifie la présence forte de l'état et des institutions de régulation et de contrôle dans le contrôle du fonctionnement de l'économie* » et Boyer l'avait dit bien entendu bien avant la crise de 2007. Donc quand on nous a vendu que personne ne l'avait vue venir, là je parle de Robert Boyer, mais il y avait aussi Serge Allègre, et il y en avait aussi quelques autres. C'est une vaste plaisanterie quand on a dit que les économistes n'avaient rien vu venir, mais lesquels, lesquels ?, évidemment les *mainstream* eux n'ont rien vu venir cela est sûr, et ils continuent à être dans le *mainstream* aujourd'hui.

Je vous donnerai avec le lot d'articles, un article de 2004 signé par Boyer, dans lequel vous voyez Boyer mettre en avant ce différentiel de mémoire et d'amnésie entre les différents acteurs en 2004 pour plaider en faveur du contrôle par des institutions politiques, parce qu'il le disait explicitement, le risque de crise systémique du fait de conflit de temporalité est aujourd'hui absolument énorme, et bien sur ce n'était pas le seul à le dire.

Voilà à peu près ce qui est au cœur de l'article dont vous pourrez lire un certain nombre de détails ailleurs. Je vais m'interrompre pour quelques minutes de pause puisque j'arrive à la fin de ma première partie, mais juste pour créer un peu de suspense, vous mettre un peu en appétit, vous annoncer la transition, j'aimerais bien le faire à la Muriel « mais » (je n'arrive pas à avoir sa voix), il y a quand même un « mais » qui m'est venu en lisant l'article en le travaillant en y réfléchissant, c'est vachement bien ce que dit Boyer. Je ne vais pas vous dire que ce n'est pas juste et que ce n'est pas pertinent encore une fois, Monsieur Boyer est quelqu'un que je respecte beaucoup, je ne suis pas légitime pour remettre en cause la totalité de l'argumentation. Ceci dit, est-ce que les choses sont aussi simples que cela, notamment en lisant l'article, on pourrait avoir l'impression, je sais que ce n'est pas ce que dit Boyer, mais dans cet article-là, on pourrait avoir l'impression que Boyer dit la chose suivante, en gros et c'est la thématique de l'année, entre mémoire et oubli, l'oubli, c'est ce qui nous amène à la crise, donc c'est mal et la mémoire, c'est bien, car en gros c'est ce qui évite la crise.

Tel que je viens de le dire, on voit la mémoire du bon côté et puis l'oubli dans le *darkside* de l'économie, le côté obscur de la force. C'est le moment d'en parler car tout le monde a vu *star wars* évidemment, et c'est justement ce côté-là qui est très ennuyeux, et encore une fois n'y voyez pas du tout d'agressivité vis à vis de Boyer, et n'y voyez pas du tout un manque d'humilité de ma part. Je sais que ce n'est pas ce que pense Boyer. Ceci dit dans l'article, tel que c'est écrit et présenté, c'est comme cela que les gens peuvent le penser et les choses ne sont pas si simples. Ce que je vous montrerai dans la deuxième partie, c'est que justement, en revenant aux travaux qui ont inspiré la pensée de Boyer, et la pensée de toute l'école de régulation, notamment celle de Keynes et des keynésiens, on reviendra un peu là-dessus. On va s'apercevoir que la mémoire n'est pas toujours nécessairement du bon côté, et que parfois, il vaut mieux ne pas trop se souvenir non plus, et que dans certains cas un petit peu d'oubli est tout à fait salvateur. On va complexifier un tout petit peu les choses, mais ce sera après la pause.

Reprise de l'exposé

Il y a une partie des héritages intellectuels sur laquelle la théorie de la régulation s'est construite. Ces héritages intellectuels, je vous en ai parlé tout à l'heure, sont multiples ; mais dans cette question de temporalité, mais aussi de dynamique temporelle, de mémoire et d'oubli. Clairement, c'est la pensée de Keynes qui est mobilisée et c'est sur elle, justement que je voudrais revenir. Je suis absolument certain, et c'est ce que je voudrais vous montrer ce soir, que Keynes et la mémoire, Keynes et l'oubli, c'est une question beaucoup plus complexe que la position sur laquelle semble déboucher l'article dont je vous ai proposé une synthèse.

John Maynard Keynes (1883-1946), est un homme du XX^{ème} siècle, même s'il est né à la fin du XIX^{ème} siècle, est clairement un économiste majeur qui a contribué au XX^{ème} siècle à faire rentrer la question du temps et aussi la question de la psychologie humaine, et je dirais même des variables psychosociologiques dans la manière dont les économistes envisagent les choses : les modèles économiques.

Donc bien sûr, Boyer peut s'appuyer sur Keynes pour développer ses réflexions, puisque c'est Keynes l'économiste qui a introduit ces questions-là. Je voudrais vous rappeler d'abord à quel point il y a contribué, même si il n'est pas évident que les contemporains, et la génération qui est arrivée juste après Keynes, aient véritablement compris les apports de Keynes, justement dans ces termes-là. Il y a un problème de transmission de l'héritage Keynésien, entre la pensée de Keynes et ses héritiers, ceux que l'on a appelé les Keynésiens dans les années 50 à 70, parce qu'en gros, pour ceux qui se souviennent de ce que l'on disait, et que l'on dit encore assez souvent, sur les Keynésiens, vous pourriez dire : « mais quel est le rapport entre la pensée keynésienne et le temps, la mémoire et l'oubli ? » En règle générale, la manière dont on vous l'a présenté, c'est en gros ceci : le keynésianisme est favorable à une intervention de l'état pour réguler l'économie, on voit bien que c'est une des conclusions sur laquelle Boyer revient, d'accord, mais où sont le temps, la mémoire et l'oubli ? Et dans la vulgate keynésienne, telle qu'elle est diffusée dans les années 50- 60, et jusqu'à nos jours, telle qu'on nous la présente, c'est de dire que finalement, la politique keynésienne fait intervenir l'état qui va dépenser beaucoup d'argent pour organiser ce que l'on va appeler la relance de l'économie par la consommation. Voilà ce que dit en gros la vulgate keynésienne en ajoutant parfois que si l'état ne trouve pas d'argent, il pourra faire marcher la planche à billets (c'est typiquement keynésien). Et que si, finalement, le fait de créer plus de monnaie que nécessaire instantanément, peut avoir des effets inflationnistes, et bien l'inflation serait plutôt vue de manière favorable par les keynésiens. Voilà, j'ai fait le tour de la présentation habituelle et classique des politiques keynésiennes dont on a dit dans les années 70, qu'elles ont fini par échouer. Elles ont fonctionné, on les a largement utilisées, et dans les années 70, pour les plus tardifs dans les années 80 ; la dernière relance dite keynésienne, c'est le plan de relance 81-82 mis en place par François Mitterrand.

Il y en avait une avant que l'on oublie un peu, en 75-76, c'est la relance Chirac, Premier ministre, avant de laisser la place à l'un des premiers plans d'austérité, le plan Barre (mon collègue de l'époque, économiste distingué), Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing. L'idée c'est que si je présente le keynésianisme comme on l'a compris après-guerre, qui est une machine bien mécanique, dans laquelle on injecte de la monnaie et l'on obtient la croissance et l'emploi, avec, à la limite, un peu d'inflation, où est le rapport avec la temporalité ?

Ce que le grand public sait moins, parce qu'il n'a pas été confronté à ces réflexions, qui hélas, sont arrivées au mauvais moment, pas tout à fait par hasard ! Il y a eu un certain nombre de réflexions au début des années quatre-vingt, à partir du moment où le keynésianisme a commencé à devenir *has been*, dépassé, remis en cause, essoufflé, il y a eu tout un travail de relecture des travaux de Keynes mis en œuvre par des keynésiens qui se sentaient un peu plus marginaux,

poussés par les néo libéraux du monde, dans toutes les universités du monde, dans des centres de recherche. Il y a eu un certain nombre de keynésiens qui ont changé d'avis du jour au lendemain, pour retrouver une place parmi les néo libéraux, et faire une bonne carrière et être publiés dans les bonnes revues, mais une bonne partie de gens fidèles se sont dit qu'ils s'étaient peut-être trompés et qu'ils n'avaient pas bien lu les travaux du Maître. Parce que, connaissant Keynes (c'est un sacré personnage !), est-ce que l'on n'a pas laissé de côté des choses très importantes ? Ils ont commencé par relire les textes qui ont été édités, et ils ont surtout, comme par hasard, eu accès à partir de 1983, pour la première fois à des œuvres complètes. Ces œuvres complètes comportaient une quantité d'inédits, en particulier les correspondances privées, des notes que Keynes avait pris pour lui-même, des plans, des brouillons, une quantité de choses qui n'avaient pas encore été diffusées.

Et tous ces gens se sont mis à travailler sur ces éléments qui constituaient plus de 30 volumes. En fait, de son temps, Keynes avait publié des articles et seulement quelques livres ; il n'y en avait pas pour remplir trente tomes. Il y a eu toute une relecture de la pensée keynésienne à laquelle, évidemment, les gens comme Boyer ont été attentifs, et qui a diffusé de toutes nouvelles choses entre 1986 et la fin des années 90. Il y a donc eu tout un travail de relecture et de réinterprétation des travaux de Keynes ; et dans ces travaux, on s'est aperçu en fait, que Keynes avait bien parlé de ce que je vous ai exposé tout à l'heure, mais que ce n'était peut-être pas cela l'essentiel.

Je passerai sur les détails, les post-keynésiens se sont un peu disputés, ce qui est normal c'est la controverse scientifique, chacun cherchant à trouver ce qu'il y avait de plus important dans cette relecture ; mais à n'en pas douter la question de la temporalité, de la compréhension d'une temporalité et de l'inscription de la dynamique économique dans une temporalité que justement ses contemporains n'avaient pas compris, la question de sa temporalité impliquée dans la prise en compte de processus psycho sociaux, et donc d'une dimension de mémoire et d'oubli liée au temps et aux mécanismes psycho sociaux, toute cette dimension-là était évidemment une dimension importante et fondamentale, voire centrale dans les travaux de Keynes. Ce sont des choses qui n'ont pas été banalisées, voire même pas du tout comprises par les keynésiens victorieux des années 1950/1960.

La preuve ultime, c'est Alain Barrère, keynésien important qui s'est impliqué dans ces travaux, et qui a été le premier en France à travailler sur un projet de livre qui aurait dû être publié par Keynes, qui était : *Économie monétaire de production*, mais il est mort en 1946, avant même d'avoir pu achever la rédaction de ce livre, il n'y en avait que quelques parties qui étaient rédigées (*Macroéconomie keynésienne : le projet économique de John Maynard Keynes*, Alain Barrère, 1990).

Et dans ce livre, *Économie monétaire de production*, Keynes cherchait à exposer ce que l'économie monétaire était pour expliquer, pour mieux se faire comprendre, pour dire en fait que les économies sont monétaires. C'est-à-dire, par opposition à l'hypothèse standard du courant économique de son époque qui est que l'économie, en fait, serait une économie « réelle » c'est à dire une économie sans monnaie. En gros, les économistes ont gardé jusqu'à Keynes, et même après, une fâcheuse tendance à envisager les phénomènes économiques comme s'il n'y avait pas de monnaie, avec notamment cette fameuse phrase de Jean Baptiste Say (un économiste libéral français du milieu du XIX^{ème} siècle, un ami de John Stuart Mill): « *La monnaie est comme un voile posé sur l'économie réelle* ». C'est un peu comme un rideau devant une vitre, lorsque vous voyez ce qu'il y a derrière la vitre, vous le voyez à travers le voile, vous voyez l'économie monétaire, mais finalement le voile n'a aucun effet sur ce qu'il y a derrière, cela change la manière de percevoir, mais cela n'agit pas sur ce qu'il y a derrière. C'est ce que voulait dire Jean-Baptiste Say, c'est une hypothèse qui existait bien avant lui, qui a continué, et qui continue encore très largement à

alimenter les travaux des économistes. Les économistes ont du mal à intégrer la particularité, la singularité, la différence que produit le fait d'intégrer comme un fait le caractère fondamentalement monétaire des mécanismes économiques. Et fondamentalement l'idée de Keynes est de dire que l'économie est monétaire, elle ne peut pas être autre chose que monétaire, et si elle est monétaire, cela veut dire forcément qu'elle s'inscrit dans une dynamique temporelle parce que la monnaie est justement ce qui permet au comportement économique de se diffuser de manière liquide, fluide dans le temps.

Si vous enlevez la monnaie, du jour au lendemain, on est tous, obligatoirement, le nez sur le présent du point de vue des activités économiques ; il n'est plus possible de se projeter dans l'avenir et il n'y a pas de possibilité de récupérer les choses du passé : il n'y a plus de mémoire, il n'y a plus de projet. S'il n'y a pas de monnaie, il n'y a pas de mémoire. Au sens économique l'épargne c'est une sorte de mémoire, c'est la mémoire de ce que vous n'avez pas dépensé l'an passé. Vous n'avez pas d'épargne possible sans monnaie ; vous avez la thésaurisation, mais cela n'est pas la même chose : la monnaie garde à priori tout son pouvoir de liquidité, ce qui est une particularité.

Pour faire simple, ce que Keynes voulait dire, c'est que l'économie est monétaire, elle n'est pas réelle, et donc il y a forcément une nécessité de prendre en compte la monnaie. Il y a une économie de production, et lorsqu'il en parle, c'est par contraste avec les hypothèses qui étaient généralement retenues par le *mainstream* de son époque qui était en fait que l'économie est une économie de marché. Nous ne sommes pas sortis d'affaire, car c'est inscrit dans le marbre de nos traités européens ! (c'est juste un exemple entre autres).

Économie de marché, et Keynes dit : « *C'est une foutaise, l'économie n'est pas une économie de marché, c'est une économie avec marché* », il y a bien sûr des marchés, et les marchés n'ont pas du tout le rôle central ni le rôle moteur qu'on peut leur donner.

Éventuellement les marchés ont un rôle déstabilisateur, mais pas du tout un rôle moteur, et pourquoi ne peuvent-ils pas avoir un rôle moteur ? Eh bien tout simplement parce que les marchés viennent finalement prendre acte de décisions qui ont été prises avant que le marché puisse œuvrer.

Puisque ces décisions ont été prises avant, comment est-ce que le marché fait pour réguler quelque chose qui a été décidé avant même qu'il intervienne ? Pour le dire simplement, si l'on se positionne sur une échelle du temps avec le présent au milieu, noté t_0 . Si le marché ce jour-là fixe un prix en t_0 , ce prix est fonction d'une rencontre hypothétique entre une offre et une demande ; qui peut postuler le fait que l'offre puisse être déterminée par le prix du jour ? Par exemple, pensez-vous que l'offre de voitures aujourd'hui puisse être influencée par les prix d'aujourd'hui ? Pour produire une voiture, il faut du temps, il en faut aussi pour produire les composants qui sont dans une voiture, et il a fallu du temps pour décider d'un modèle qui allait être réalisé sur des chaînes de production à des dizaines ou des centaines de milliers d'exemplaires. Toutes ces décisions ont été prises il y a des semaines, des mois, des années en arrière ; comment le marché pouvait-il déterminer des actions qui sont finalement poussées par des décisions passées ? Du coup, Keynes a dit : « *Du coup, au fond, le moteur c'est ce qui active les décisions du passé qui expliquent les situations actuelles* ». Et, évidemment, ce qui se passe dans le présent, c'est que dans le présent se prennent des décisions non pas pour aujourd'hui, mais pour le futur. C'est cela que Keynes voulait dire en évoquant la notion d'économie de production : il faut le temps de produire, le temps de décider de produire, le temps de décider de la manière dont on produit avant de mettre un produit sur le marché. Et si l'on s'en tient seulement à cela, à cette dimension temporelle nécessaire des processus de production, on voit bien que cela ne tourne pas et que le marché ne peut pas jouer un rôle.

Finalement, peut-être qu'à ce moment-là, le prix d'aujourd'hui peut-être un élément de détermination du prix futur ? Comment le prix d'aujourd'hui peut-il être un élément de détermination du prix futur ? Les agents économiques ne sont pas stupides : ils savent bien que le prix d'aujourd'hui n'est pas celui de demain et que, finalement, le prix d'aujourd'hui ne nous dit rien de ce que sera le prix de demain. On peut dire que si l'on a vu les prix augmenter jusqu'à aujourd'hui, on peut dire que cela va baisser ; cela pourrait aussi dire que ça va rester stable, comme cela va pouvoir dire que ça va augmenter : cela augmente depuis 20 ans, est-ce que cela veut dire que ça va se maintenir, augmenter, ou baisser pendant 20 ans ? Cela dépend de trop de facteurs que nous ne connaissons pas au moment où nous prenons nos décisions.

Donc on voit bien que dans cette idée de mettre en évidence l'économie de production et non pas l'économie de marché, on ne peut pas dire que les marchés n'existent pas, que les prix ne sont pas quelquefois les reflets d'un certain nombre de situations, mais en aucun cas le marché ne joue le rôle de régulateur que l'on veut lui donner. Le marché n'est pas régulateur et on le voit bien sur les marchés financiers où le marché dérégule tout ce que l'on veut mais il ne régule rien du tout. Le marché ne permet pas de retrouver une stabilité après un accident initial.

C'est une lecture de Keynes qui est une lecture plus radicale, si vous le voulez, mais qui me semble en effet être une lecture plus juste, ou plus pertinente, ou plus intéressante des travaux de Keynes. On y voit, bien sûr, que le temps joue un rôle, que la psychologie des acteurs joue un rôle, et que donc, à ce niveau-là, la mémoire et l'oubli vont forcément jouer un rôle, mais lequel ? C'est justement la question !

En relisant les travaux de Keynes, je m'aperçois que Keynes n'était vraiment pas favorable, de manière générale, à ce que des agents économiques et financiers aient une mémoire totale et parfaite. Au contraire, Keynes incarne une sorte de génie manipulateur avec l'idée que l'on peut manipuler les représentations pour le bien : en fait, les acteurs sont un peu perdus, les acteurs économiques risquent de faire des choses qui, individuellement, sont les seules choses auxquelles ils peuvent penser, et qui, collectivement, sont complètement contre-productives. Donc finalement pour leur bien, et à leur corps défendant, il faut manipuler ce qu'ils pensent, il faut quelquefois agir sur leur représentation de l'avenir et aussi agir sur leur représentation du passé, pour finalement transformer les décisions qu'ils prennent aujourd'hui de manière à avoir un petit peu plus de chances de trouver dans l'avenir ce que l'on estime être finalement plus favorable pour l'ensemble de l'économie, croissance, emploi, niveau de vie, etc...

Vous voyez l'idée : c'est à dire qu'au fond de l'idée de Keynes, c'est la malléabilité de la mémoire des individus plus que la solidité d'une mémoire solide comme un roc dans laquelle tout est inscrit. La malléabilité : on peut agir sur la mémoire des gens, on peut, quand il le faut, leur rappeler les choses importantes, quand il le faut au contraire, on peut essayer de leur faire oublier un certain nombre de choses, tout cela pour des années, pour leur faire changer la manière dont ils envisagent l'avenir. Et ce faisant, s'ils changent la manière dont ils envisagent l'avenir, ils vont changer l'avenir; il n'y a pas d'autre manière de changer le futur que d'agir sur les représentations actuelles, parce que le futur dépend de ce que nous nous allons faire, tous.

Comment agir sur les représentations actuelles ? Parmi les modalités d'action, il y a l'action sur la mémoire, sur la malléabilité de cette mémoire. Autrement dit, il faut vous faire souvenir ce qu'il y a de bon à vous faire souvenir pour produire ce qu'il faudrait que vous produisiez dans l'avenir, et vous faire surtout oublier ce qu'il convient d'oublier si vous voulez effectivement faire surgir cette nouvelle situation à l'avenir. En gros, c'est une question qui va être une question centrale dans toute la réflexion intellectuelle de Keynes. Je n'ai pas osé aborder la littérature, parce que je ne me sens pas compétent, mais je suis sûr qu'il y aurait des choses à

faire. En fait, Keynes était un très grand amateur de littérature, beaucoup plus que l'économie d'ailleurs, et qui faisait partie du *Bloomsbury Group*, je suis absolument convaincu qu'il y aurait des choses à dire sur la manière dont les membres du groupe *Bloomsbury* envisageaient ces questions-là. Il y a certainement des choses à travailler, mais je ne peux pas dépasser mes domaines de compétence.

Il y a une chose que l'on va retrouver, et ça va plaire aux scientifiques de la salle, c'est sa thèse de doctorat, et beaucoup de gens l'ignorent, qui était une thèse en mathématiques et plus précisément en épistémologie du calcul des probabilités, thèse dont il était très fier, qui lui semblait beaucoup plus intéressante qu'une thèse en économie, car pour lui l'économie est une discipline qui relevait plus de la plomberie, du joyeux bricolage; donc plutôt que faire une thèse en économie, il a préféré faire une thèse en mathématiques qui a été publiée en 1921, bien avant la plupart de ses travaux économiques qui l'ont rendu célèbre et juste après *Les conséquences économiques de la paix* (1919), qui l'ont rendu célèbre d'un point de vue politique. C'est un texte qu'il a fait juste après avoir claqué les portes de la conférence de Paris dans laquelle il était question de négocier les conditions du traité de Versailles. Comme il a travaillé sur les conséquences économiques de la paix, il a été en total désaccord avec les orientations du traité de Versailles. Son livre s'est très bien vendu, surtout en Allemagne.

Donc en 1921 Keynes publie son traité sur les probabilités. Dans ce traité de probabilités, il faisait la différence entre ce que la mathématique retient pour le calcul des probabilités c'est-à-dire tout ce qui est probabilités objectives, qui sont un lien entre présent passé et futur, en se fondant sur la loi des grands nombres. Je prends une expérience identique qui a été faite dans un passé relativement proche, je la répète, j'observe les fréquences d'apparition de telle ou telle occurrence : pour un dé, les sorties du 1, du 2, du 3,... Et ensuite je calcule les fréquences d'apparition. Plus j'aurai dans le passé réalisé d'expériences du même type, plus les fréquences d'apparition d'aujourd'hui me donneront la probabilité de réalisation de cette occurrence dans le futur. Le calcul des probabilités est une manière de mettre en lien passé, présent, futur, d'une manière déterministe. Finalement ce que Keynes va dire, c'est qu'il y a d'autres formes de probabilité dans la manière dont les êtres humains résonnent dans leur projection dans le temps, qui est une forme de probabilité, non du point de vue mathématique, mais qui n'en est pas moins intéressante. C'est ce qu'il va appeler les probabilités subjectives : c'est cette manière de se projeter dans l'avenir en disant, en gros, je donne une chance sur deux à cette possibilité de se réaliser, j'estime à 10 % les chances de voir du pétrole sortir si je creuse à cet endroit.

Là, nous ne sommes plus du tout dans le même type de probabilité, qui n'obéira plus du tout ni aux mêmes règles, ni aux mêmes lois, et Keynes va dire que, dans certains cas, les probabilités subjectives ne sont pas véritablement tirées d'expériences certaines du passé, par contre, elles sont dans certains cas, la condition de réalisation de l'avenir. C'est parce que les gens ont émis des probabilités subjectives de telle ou telle nature sur le futur, que tel futur deviendra plus possible ou moins possible. Nous aurons une tare des prophéties auto-réalisatrices : donc je fais la prophétie que tel élément va se réaliser, donc, en fait, en faisant cette prophétie je rends possible la réalisation de cette prophétie, mais si je n'avais pas cru en cette possibilité, alors cette possibilité n'aurait pas existé. Voyez, c'est l'effet d'Œdipe : les parents ont cru en la prophétie de l'Oracle, et c'est parce qu'ils ont cru en la prophétie de l'Oracle que l'Oracle a eu raison. L'histoire ne dit pas ce qui se serait passé si les parents n'en avaient pas tenu compte, et de toute façon n'aurait pas été la même.

Je sais que ce que dit ce livre est plein d'autres choses, mais sur l'idée que nul n'échappe à son destin, Keynes va dire que c'est surtout quand vous croyez très fort à une prophétie, quand vous pariez sur la prophétie de l'Oracle, vous rendez possible la prophétie. Donc en fait, pour vous, la manière de voir l'avenir dépend peut-être un peu du passé, mais surtout crée la possibilité

de l'avenir, ce qui n'est pas du tout le cas pour une probabilité objective. Ce n'est pas parce que j'ai dit que le chiffre 1 avait une chance sur six de sortir qu'il va avoir une chance sur six de sortir à l'avenir, ce n'est pas le même type de relation. Vous voyez que Keynes avait de la suite dans les idées, c'était son travail de thèse de doctorat, qui va être diffusé dans le monde du calcul des probabilités, dont il était très fier.

Vous comprenez l'idée qui est dans cette manière de se projeter dans le temps pour laquelle Keynes va nous dire oui il faut jouer sur la mémoire, mais dans certains cas il faut jouer sur l'oubli. Tout dépend de la manière dont vous envisagez l'avenir : si le rapport au passé perturbe d'une manière pathologique la façon dont vous projetez dans l'avenir, il ne faut pas hésiter à transformer ce rapport au passé ; soit mettre un peu plus de mémoire lorsqu'il n'y en a pas assez, soit au contraire marquer un type d'oubli lorsque l'on en a assez. L'exemple type, je vais reprendre une phrase de Robert Boyer : « *pour Keynes, ce sont les anticipations gouvernant la formation de la demande effective* (c'est un peu un langage technique, la demande effective c'est en fait une offre, c'est la détermination de ce qui va être produit par les entreprises) *qui expliquent le niveau d'emploi* (plus on aura décidé de produire, plus il faudra de monde pour réaliser cette production, et, évidemment ces anticipations peuvent impliquer la persistance d'un chômage involontaire : en gros, si, à un moment donné, les entreprises n'anticipent pas une demande assez importante, la production ne sera pas à un niveau assez élevé pour permettre d'employer tout le potentiel de main-d'œuvre disponible), *donc le déficit public, loin d'être la cause du chômage devient alors pour Keynes l'un des instruments pour restaurer le plein emploi* ». On retrouve la figure classique de la vulgate keynésienne où les dépenses publiques peuvent être un élément de croissance et donc de restauration du plein emploi. Mais pourquoi le déficit public peut-il contribuer à créer le plein-emploi ? Ce n'est pas un effet mécanique, c'est un effet psychologique dans l'interprétation que je vous donnais tout à l'heure.

Autrement dit, l'idée de Keynes était de se dire la chose suivante : quand la situation est interprétée par les gens comme étant une situation catastrophique, ils ne sont forcément pas très optimistes pour l'avenir. Donc, l'idée est qu'il faut essayer de transformer leur représentation du présent et du passé de court terme pour qu'ils se disent qu'il y a quelques raisons pour que les choses changent à l'avenir. Parmi les moyens disponibles, il y a la possibilité de dépenser pour l'état plus que ce qu'il n'a de recettes pour créer d'illusion qu'il y a enfin des revenus.

Il faut créer une illusion, c'est une expression typique de Keynes, l'illusion monétaire, auquel il ne prétend pas attribuer une mécanique de croissance et d'emploi : il dit que l'illusion doit être une espèce de choc psychologique qui permette aux individus de reconsidérer leur passé proche, leur présent et leur avenir pour s'y projeter, cette fois-ci, avec conscience et optimisme ; c'est une sorte de pari, cela ne marche pas à tous les coups, ça relève du génie de Keynes qui était, comme vous le savez très certainement, un magicien du langage (ses amis l'appelaient le magicien du langage), c'était une sorte de prestidigitateur capable de retourner une salle en une demi-heure : au début tout le monde était contre son idée, et une demi-heure après tout le monde était de son avis. Finalement cette idée de prestidigitation et d'effet psychologique produit, l'illusion produite par des mécanismes s'inscrit pleinement dans cette représentation-là. Et donc pour le coup, pourquoi cela marche-t-il, les déficits publics, pourquoi cela a pu marcher, et pourquoi cela ne marche plus ?

Cela dépend, bien entendu, de la manière dont on envisage les effets de ces déficits publics et cela dépend aussi de la manière dont on décrit les effets des conséquences passées de l'utilisation des déficits publics. Si aujourd'hui, en France, vous rentrez dans une discussion politique en disant : « tiens, si l'on augmentait les déficits publics », vous vous faites tuer sur place ! On va vous sortir tous les effets négatifs, vous faire remonter en mémoire toute la liste de toutes les histoires des effets négatifs des déficits publics. Que voulez-vous que cela produisent

comme effet ? Cela ne peut produire que des effets négatifs. Si l'on augmente les déficits publics avec la manière dont ont fait revenir en mémoire les caractères négatifs de ces déficits publics, cela ne produira que des effets négatifs. Et tout le monde sait que, par exemple, les économistes, les experts, les politiques, lorsqu'ils le veulent, peuvent trouver dans l'histoire tous les effets négatifs des déficits publics. La révolution française, par exemple, trouve son origine, en grande partie, dans une crise des déficits publics ; on peut dire, en tout cas, que l'économie de la révolution française, jusqu'à la dernière décennie du XVIII^{ème} siècle est une catastrophe. Heureusement qu'en France on ne garde pas ce souvenir-là ! Certains économistes, comme par exemple Florin Aftalion, dont vous avez entendu parler, grand spécialiste néo-libéral de droite, spécialiste de l'histoire monétaire de la révolution française, se fait un plaisir de rappeler à quel point c'était une catastrophe !

Pour les allemands dont nous a parlé François, ceux de l'avant-guerre, qui ont vécu les effets de l'hyper inflation qui a nécessité l'intervention du docteur Schacht, dont il nous a rappelé la sinistre existence, cela a été un remède de cheval, et le souvenir que les allemands ont, aujourd'hui, de cette époque de l'hyperinflation, c'est que, en particulier, c'est la conduite éhontée de la politique économique du pays à cette époque-là qui avait amené l'Allemagne à la ruine (il y avait aussi les effets économiques du traité de Versailles). Comment voulez-vous que les déficits publics puissent avoir un effet sur, par exemple, une population qui entretient la mémoire des effets strictement négatifs des déficits publics ? Je prends cet exemple parce que c'est l'exemple le plus connu. Il est bien évident que Keynes savait cela et ce qu'il a tenté de faire, à son époque, en disant les moyens disponibles pour agir sur la présentation ne sont peut-être pas infinis. Puisqu'il existe les déficits, puisqu'il existe le financement des déficits publics par la création monétaire, à cette époque-là (aujourd'hui, en Europe, au nom du traité de Maastricht, et du traité constitutionnel Européen, cette possibilité-là, a disparu, chose qui existe toujours aux États-Unis, c'est pour cela qu'il y a une crise de la dette publique en Europe, pas aux États-Unis), pour cette question, selon les situations, il faudra raviver la mémoire, ou, au contraire l'oublier.

Keynes, lui, a beaucoup plus été, à son époque, du côté de l'oubli que du côté de la mémoire. Oubliez donc les effets négatifs des déficits publics, oubliez le financement monétaire de ces déficits publics par la planche à billets, oubliez donc le dogme du laisser-faire, il y a plusieurs textes célèbres de Keynes à ce sujet, oubliez le dogme de la nécessaire gestion du budget de l'état en bon père de famille, oubliez le dogme de l'épargne à tout prix, d'où Keynes est revenu déchiré, pour expliquer dans tous les sens, à qui voulait l'entendre, et même à qui ne voulait pas l'entendre, que ce n'était pas la peine d'épargner pour que l'économie soit vertueuse, il fallait quand même y arriver, dans un monde dans lequel l'élite était plutôt bourgeoise, dans les valeurs historiques la bourgeoisie, avec patrimoine, prévoyance, solidement ancrés ; il fallait quand même le faire ! Il a utilisé tous les moyens possibles pour faire oublier cette tendance à l'épargne, à la thésaurisation, de la bourgeoisie, avec des fables même, celle des abeilles de Bernard de Mondeville, pour dire à quel point précisément la ruche s'appauvrisait quand l'abeille devenait austère et rigoureuse : l'austérité est le meilleur moyen d'annihiler, d'assécher, et d'appauvrir la ruche ; bref il a utilisé tout ce qui était en son pouvoir pour faire oublier des tas de choses !

Donc Keynes était tout de même plus du côté de l'oubli que du côté de la mémoire ; il était du côté de la mémoire quand il lui semblait qu'il fallait y mettre le doigt, comme par exemple la crise de 29. Souvenez-vous des aspects catastrophiques de la crise financière, absolument pas contrôlée, sur l'économie réelle : il faudra s'en souvenir. C'est donc variable, il y a tantôt des coups sur la mémoire, tantôt des coups sur l'oubli. En ce qui concerne la personnalité et le tempérament de Keynes, son côté un peu dandy et provocateur, l'amenaient forcément beaucoup plus à aller dans le sens de l'oubli que dans le sens de la mémoire.

Je voudrais l'illustrer par un texte dont je vous ai déjà parlé, vous me trouverez peut-être un peu monomaniacal, que je trouve admirable, que peu de gens connaissent, un texte de 1931 intitulé *Perspectives économiques pour nos petits-enfants*, qui n'est pas du tout un texte technique. C'est un texte qui est publié en 1931, en pleine tempête économique (au moment où l'on mesure le plus les effets dépressifs de la crise, non seulement aux États-Unis, mais aussi en Europe), Keynes se laisse aller au jeu des devinettes et dit : « *Pour nos petits-enfants dans 100 ans, que peut-on espérer*, ». Et là, Keynes se laisse aller à penser, à croire, et surtout à espérer, il n'y a pas d'arguments décisifs sur ce point, que dans 100 ans le problème économique sera résolu. La traduction française de ce texte est très bien faite. Pour lui, les questions économiques du genre emploi, croissance et autres, deviendront des questions mécaniques de bas niveau, et les deux dernières phrases du texte sont :

« L'étude des problèmes économiques devrait être confiée à des spécialistes de même que l'on confie les soins de la bouche aux dentistes ».

« Si les économistes parvenaient à se cantonner dans le rôle d'hommes modestes et compétents sur le même plan que les dentistes, ce serait merveilleux ! ».

Pour lui, un dentiste est très utile, mais il ne se prend pas pour un philosophe qui va révolutionner l'univers ; un bon dentiste va soulager un problème, en faisant quelquefois un peu mal, mais à la fin c'est terminé, on n'a plus mal aux dents et l'on peut passer à autre chose. Keynes prend les économistes pour des dentistes et tous les problèmes économiques pour ce qu'ils sont, ou ce qu'ils devraient être ; des problèmes de plomberie, des problèmes de mécanique, donc des problèmes que l'on devrait pouvoir régler assez facilement.

Keynes se laisse aller à imaginer que (effectivement, même s'il s'est un peu planté, on le verra dans le texte), le problème sera résolu et, à ce moment-là, on pourrait enfin se consacrer à la beauté, on pourrait se consacrer à l'art, on pourrait faire de vraies choses importantes au lieu de s'embêter avec des problèmes de revenus, de pouvoir d'achat, et autres choses du même acabit. Keynes se lâche un peu dans un essai qui va rester complètement méconnu de ses contemporains.

Je vais vous en lire un long passage parce que, vous verrez que la mémoire, dans cet extrait-là, (c'est pour cela que je vous en parle aujourd'hui), va avoir un effet délétère. Pour lui, ce qui risque d'empêcher nos petits-enfants de profiter du fait que le problème économique pourrait être résolu, c'est qu'ils auront peut-être trop de mémoire.

Voici le texte : « Ma conclusion est la suivante : en admettant qu'il n'y ait pas d'ici là de grande guerre ou un accroissement considérable de population, le problème économique peut être résolu, ou du moins en bonne voie de solution d'ici cent ans. Cela signifie que le problème économique n'est pas – si l'on considère l'avenir – le problème éternel de l'humanité.

Qu'y a-t-il là, vous demanderez-vous, de stupéfiant ? Mais ceci que si au lieu de considérer l'avenir, nous considérons le passé (donc nous faisons appel à la mémoire), nous nous apercevons que le problème économique, la lutte pour sa subsistance a toujours été jusqu'à présent le problème le plus absorbant de la race humaine, non seulement de la race humaine, mais de toute l'espèce biologique, qu'il s'agisse des formes de vie les plus primitives (la survie, c'est le problème le plus ancien de l'humanité).

Et la nature nous a expressément façonnés de telle sorte que nos impulsions et nos instincts les plus profonds, se trouvent tournés vers la solution des problèmes économiques. Le problème économique résolu, l'humanité sera dépourvue de son but traditionnel (mais que va-t-on pouvoir faire?).

Sera-ce un avantage ? Si l'on conserve un peu de foi dans les valeurs véritables de la vie, cette perspective du moins laisse entrevoir certains avantages ».

Autre passage : « *Mais en dehors de cela, nous nous efforcerons de mettre dans nos tartines, plus de beurre que de pain, de partager le peu de travail qu'il restera à faire, entre autant de personnes qu'il est possible. Trois heures par jour, et une semaine de 15 heures, constitueront une transition utile pour commencer. Car 3 heures de travail par jour suffiront encore amplement à satisfaire en nous le vieil Adam (c'est juste pour satisfaire le vieil Adam qui a la mémoire de la nécessité du devoir moral de travailler, l'obsession du travail).* »

Il faut nous attendre aussi à des modifications d'un autre ordre : lorsque au point de vue social, l'accumulation des richesses ne jouera plus le même rôle, l'on verra se modifier sensiblement le code de la morale (c'est typique de Bloomsbury; je vous rappelle au passage que Keynes a été objecteur de conscience durant la guerre de 14, je vous rappelle qu'il a milité pour le droit des homosexuels, il était lui-même bisexuel, à une époque où, en Grande Bretagne, l'on pouvait être condamné aux travaux forcés pour homosexualité, comme Oscar Wilde).

Nous pourrons nous débarrasser de nombreux principes pseudo-moraux qui nous hantent depuis deux cents ans, et qui ont contribué à faire passer pour les plus hautes vertus certains des penchants humains les plus méprisables. Le mobile de l'argent sera estimé à sa juste valeur. On verra dans l'amour de l'argent – non pour les joies et les distractions qu'il vous procure mais pour lui-même – un penchant plutôt morbide, une de ces inclinations plus ou moins criminelles, plus ou moins pathologiques, que l'on remet, non sans un frisson, entre les mains du psychiatre.

Nous serons alors libres de rejeter toutes sortes de coutumes sociales et d'habitudes économiques, telles que certaines distributions de richesses, de récompenses ou d'amendes, auxquelles nous demeurons attachés malgré leur caractère injuste et honteux, pour les services qu'elles rendent en encourageant la formation des capitaux ».

C'est joliment dit, ce n'est pas du Marx, mais ce n'est pas mal non plus. Voyez donc les avantages d'avoir résolu le problème économique humain, mais, en fait, le problème risque d'être la mémoire, la mémoire du vieil Adam en nous. Et, effectivement, Keynes craint que finalement nous n'arrivions pas à accepter la perspective qu'il entrevoit. Quelque part on pourra dire qu'il s'est trompé, mais nous voyons bien que notre niveau de richesse économique est, comme il l'avait prévu, considérablement plus élevé que celui des années 1930 à l'échelle nationale, comme à l'échelle mondiale et que, au lieu d'en avoir fait un instrument de joie et de bonheur, nous en avons fait le souci de notre déprime quotidienne et c'est ce qu'il dit dans un autre passage du texte, c'est la mémoire qui va nous jouer de mauvais tour.

« Pourtant je songe avec terreur au réajustement de ses habitudes et de ses instincts que devra effectuer l'homme moyen (à Bloomsbury, on est un peu élitiste sur les bords, Keynes et ses amis ne font pas partie de l'homme moyen) alors qu'il faudra qu'il se débarrasse en quelques décades de ce qui lui fut inculqué au cours de générations multiples ».

Vous voyez le problème : comment faire oublier à l'homme moyen qu'il n'a pas besoin de travailler comme une brute, qu'il n'est pas obligé de s'accrocher à son travail comme une verrue sur le crâne, comme un poux sur la tête jusqu'à un point où il est obligé de travailler comme un fou pour empêcher les autres de travailler ce qui est le contraire de ce qu'il faudrait faire ! Pendant des années, le vieil Adam laissera en nous de telles empreintes (la mémoire comme empreinte), que tout le monde aura besoin de travailler pour être satisfait. Nous ferons davantage nous-mêmes que ne font les riches d'aujourd'hui, trop heureux de conserver de légers devoirs, de nous conformer à de petites tâches et de vieilles routines.. »

Je vous laisse lire le reste du texte qui sera mis sur le site de l'UPA.

On rejoint un texte dont je vous ai parlé à une autre occasion, où Hannah Arendt, dans le prologue de *Condition de l'homme moderne*, disait toute la catastrophe qu'elle pouvait imaginer de ce que pourrait produire les effets du progrès technique en libérant l'humanité du travail, et elle pensait, en fait, que ce serait la pire des catastrophes, parce que la société qui allait être libérée du travail serait selon ses propres mots « une société de travailleurs », c'est-à-dire une société marquée par un imaginaire, par une mémoire d'Adam, pour reprendre l'expression de Keynes. Je ne résiste pas au plaisir de vous lire cette phrase, qui est à la fin du prologue de *Condition de l'homme moderne*, (1958), que j'affectionne particulièrement :

« C'est l'avènement de l'automatisation qui, en quelques décennies, probablement videra les usines et libérera l'humanité de son fardeau le plus ancien et le plus naturel, le fardeau du travail, l'asservissement à la nécessité.

C'est une société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail, et cette société ne sait plus rien (c'est l'oubli) des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté » (cela rejoint exactement le texte de Keynes, parce que ceux qui ont su les raisons pour lesquelles cela vaudrait le coup de gagner cette liberté, sont des gens qui font partie d'une certaine élite, les aristocrates par exemple).

« Dans cette société qui est égalitaire, car c'est ainsi que le travail fait vivre ensemble les hommes, il ne reste plus de classe, plus d'aristocratie politique ou spirituelle, qui puisse provoquer une restauration des autres facultés de l'homme. Même les présidents, les rois, les premiers ministres voient dans leurs fonctions des emplois nécessaires à la vie de la société, et parmi les intellectuels, il ne reste que quelques solitaires pour considérer ce qu'ils font comme des œuvres et non comme des moyens de gagner leur vie. Ce que nous avons devant nous, c'est la perspective d'une société de travailleurs sans travail, c'est-à-dire privés de la seule activité qui leur reste. On ne peut rien imaginer de pire ».

Cela a été écrit en 1958, période que les économistes considèrent comme l'âge d'or du plein emploi, et aucun économiste à cette époque n'a imaginé cela ; par contre, Keynes, lui, a imaginé l'ère du plein emploi, le moment où le problème économique serait résolu, et le moment où cela poserait peut-être le plus redoutable problème de notre histoire, à cause d'un problème de mémoire et de nos difficultés à oublier.

J'en arrive à ma conclusion : à travers cet article de Robert Boyer, j'ai trouvé une manière qui m'a semblé intéressante et concrète d'illustrer les propos que Philippe Mengue a tenu ici en début d'année, sur cette question d'accueillir, de savoir accueillir tout autant la mémoire que l'oubli. L'oubli n'est pas l'antithèse de la mémoire, il faut savoir accueillir les deux : s'il y a un peu de mémoire qui est indispensable dans certains cas, trop de mémoire pose tout autant de problèmes que pas du tout de mémoire. Et donc savoir accueillir une dose d'oubli et une dose de mémoire (la question étant : que convient-il d'oublier, que convient-il de garder en mémoire ?), tout est une question de point de vue.

Par exemple, après la mort de Keynes, pour ceux qui connaîtraient Milton Friedman, prix Nobel d'économie en 1976, économiste néo libéral, qui a été, notamment, à l'origine de la pensée monétariste, qui a gagné un combat théorique et idéologique d'une manière en soi admirable. Monétarisme : cela veut dire que Friedmann avait compris la leçon de Keynes : dans les années 50- 60, il n'y avait rien de plus essentiel que la monnaie dans les affaires économiques. Je pense que, finalement, Friedmann été celui qui avait le mieux compris Keynes; ce qui a été

catastrophique : les keynésiens de l'époque ont été beaucoup moins profonds dans leur compréhension de Keynes que ne l'a été le pire ennemi de Keynes et des keynésiens, à savoir Friedmann. C'est lui, qui au nom des éléments fondamentaux de la pensée de Keynes va considérer que les politiques keynésiennes sont une abomination et qu'il faut absolument lutter contre. Est-ce que Friedmann est pour l'oubli, ou est ce qu'il est pour la mémoire ?

Cela dépend, vous trouverez Friedmann exactement du côté opposé où se situerait Keynes : faut-il garder la mémoire des causes profondes de la crise de 1929 ? Keynes dirait « oui », et Friedmann « on peut oublier tout cela, ce n'est pas aussi important que ce qu'on disait...! » Par contre, du côté de ce que Friedmann va chercher fondamentalement à faire oublier, vous trouverez un travail considérable qui a été mis en œuvre par le programme néo-libéral en faveur de l'oubli. Il y a eu toutes sortes de mouvements (Colloque Lippmann en 1938, le Club de l'horloge, la Société du Mont-Pèlerin,..), actionnés par la pensée néo-libérale qui ont lutté pour favoriser l'oubli de certaines choses, pas de tout.

Par contre, quand Keynes disait, par exemple : « *il faut oublier les effets inflationnistes des politiques de relance ou des politiques de financement monétaire des déficits publics* », alors là, Friedmann disait : « *ça, il ne faut pas l'oublier du tout !* » et, à ce moment-là, il était plutôt du côté de la mémoire, en disant : « *d'ailleurs tous les gens le savent, si les individus ont des anticipations adaptatives !* » Son meilleur successeur, Robert Lucas va dire : « *si les agents économiques ont des anticipations rationnelles, ils se souviennent que toutes ces politiques sont inflationnistes et ne sont qu'inflationnistes, donc c'est la catastrophe* ». Il est évident que si la mémoire est là, les gens ne pourront pas souscrire à cette politique, et donc finalement, Keynes était du côté de l'oubli et Friedmann du côté de la mémoire.

Ce que je veux dire, c'est que là, nous sommes en train d'introduire une sorte de subjectivité qui est absolument nécessaire : vous ne savez pas faire le tri entre vos souvenirs si vous ne mettez pas de subjectif dans votre manière non seulement de lire le passé, mais aussi de vous projeter dans le présent et j'en profite pour remercier les auditeurs et les adhérents qui ont proposé l'an passé un sujet qui nous a mis mal à l'aise, mais que j'ai trouvé particulièrement intéressant.

Merci beaucoup.

PS : Pour consulter les textes utilisés par Jean-Robert Alcaras pour son cours [ICI](#).